

Communiqué de presse

SWISS Genève

Aujourd'hui, 11 juillet 2003 a été annoncée la suppression de 8 lignes au départ de l'aéroport de Genève par les (ir)responsables de Swiss. Cette mesure impliquerait chez Swiss la suppression de 200 postes de travail et plusieurs dizaines d'autres dans des sociétés sur l'aéroport de Genève

Le syndicat des services publics représentant du personnel à l'aéroport de Genève–Cointrin proteste

Rappelons que le Conseil fédéral unanime et les Chambres fédérales ont cassé le monopole de Swissair en 1998. Depuis lors, on a vu Bruggisser, l'ex-directeur général de Swissair, développer une stratégie d'expansion, dite "stratégie du chasseur", qui avait pour but de sortir la compagnie des difficultés dans lesquelles allait la précipiter cette libéralisation. Au début 2000, les salariés ont essuyé les plâtres de cette fuite en avant, Bruggisser, lui, a par contre sauté de l'avion avec un parachute doré... Puis, monsieur Dozé s'est contenté d'un repli stratégique, qui n'a fait qu'engloutir en 18 mois plus de 1 milliard et demi de francs et entraîné le licenciement de quelque 500 personnes en janvier dernier, puis de 3000 personnes prévu pour fin octobre prochain. Et ce n'est pas fini, tout est programmé pour que cette compagnie d'aviation soit rachetée à vil prix par un concurrent ou, pire encore, cesse définitivement toute activité après les élections fédérales d'octobre prochain.

Nous le répétons inlassablement depuis plus de trois années, nous n'avons rien à gagner à accompagner cette libéralisation pour la rendre moins douloureuse aux salariés. Nous avons toujours refusé de soutenir, par exemple, "la moins mauvaise stratégie" prônée par monsieur Dozé et nous nous sommes déterminé pour une compagnie d'aviation de services publics qui bénéficie de conditions cadres hors des marchés mondiaux libéralisés.

En effet, le marché de l'aviation, quoique les tenants du libéralisme veuillent nous faire croire, est un marché captif (les clients d'une région doivent passer par un seul aéroport et l'espace aérien reste un bien national).

En conséquence, notre organisation syndicale a pris une position très claire concernant les effets sur Genève des mesures qui ont été prises par Swiss. Notre syndicat s'est déterminé pour un refus de tout licenciement au profit du chômage technique. De plus, nous en appellerons à des mesures de lutte en cas de baisse de salaire.

En effet, nous estimons que les mesures de repli décidées par Swiss n'auront qu'un effet ponctuel, limité dans le temps, y compris concernant les huit lignes abandonnées au départ de Genève. Le personnel ne doit donc pas en faire les frais par des baisses de salaires ou des pertes d'emploi.

Syndicat des services publics SSP/VPOD